

Le léninisme médiatico gramscien : Bodin et Rousseau assaillis par Lénine et Gramsci.
(*Politeïa*, n° 6, automne 2004, p. 111 à 123)

Les souverainistes sont obnubilés par trois types de menaces : la menace impérialiste, particulièrement pernicieuse sous des formes culturelles et économiques apparemment douces ; la menace supra -nationale des normes négociées sous la pression des groupes d'intérêt, orientations marchandées, à la limite imposées, dans des conférences diplomatiques quasi permanentes ; la menace régionaliste qui tend à délégitimer et à dépouiller l'Etat redistributeur, intégrateur et modernisateur avec l'appui des instances supra nationales, elles aussi en concurrence, et en lutte, avec les Etats-nations traditionnels. En schématisant, on peut donc dire que leur font donc surtout peur « l'hyper puissance » américaine, l'intégration européenne et les instances mondiales de régulation économique, le séparatisme corse ou basque.

Mais ces « menaces » sont connues, discutées, encadrées, souvent contrôlables. Ainsi la régionalisation est clairement constitutionnalisée et la construction européenne est débattue et extrêmement réglementée. En revanche, une autre menace n'est ni éclairée par un débat public permanent ni encadrée par une armature juridique permettant le respect des répartitions de compétences. Elle s'avance- pernicieusement ?- sous couvert de nouvelle démocratie. Ce serait, en effet, un raffinement dans l'exercice de la souveraineté, un dépassement de la démocratie représentative corrompue et à bout de souffle.

Nous appelons ici léninisme médiatico gramscien la tendance - la dérive ?- suivante des démocraties représentatives contemporaines: des « avant-gardes », sans légitimité électorale mais connues et promues par les médias, et particulièrement grâce à la télévision, en viennent à exercer une emprise sur les consciences et sur les comportements. Elles se présentent, et se justifient, en tant que porte parole alors qu'on peut les considérer plutôt comme des leaders et des manipulateurs d'opinion. On peut aussi les percevoir comme des entreprises et des entrepreneurs qui travaillent un marché de « victimes » à défendre. Et qui assurent leur propre promotion à partir d'une « juste » cause en utilisant les médias, en dénigrant les élus, « impurs », et surtout en évitant tout risque électoral.

Certes, ces avant-gardes prétendent exprimer les aspirations réelles des citoyens souverains, bridés, trompés par leurs élus défaillants. Mais n'est-on pas à mille lieux de la souveraineté telle que définie, à l'origine, et d'une manière utopique, ou devenue utopique, ou, selon Duguit (1), fictionnelle, par Bodin (2). Où serait, en effet, ce pouvoir suprême, inconditionné, incontestable qui serait passé, autour de la révolution, du roi aux citoyens? Ne serait-on pas plutôt dans une paradoxale proximité avec Lénine et ses minorités éclairées conduisant les masses dans la bonne direction, au besoin malgré elles, puisque ce serait pour leur plus grand bien(3) ?

- 1- *Traité de Droit Constitutionnel*, Editions du Boccard, 2^{ème} édition, 1921, 3 tomes.
- 2- *Les Six Livres de la République*, Livre de poche.

3- *Que Faire ?* Le Seuil, coll. Points politiques ; *Un pas en avant, deux pas en arrière (La Crise dans notre parti)*, Messidor, Editions Sociales. Voir aussi Dominique Colas, *Le Léninisme*, PUF, 1982.

Ne serait-on pas aussi en plein dans du Gramsci, qui insistait sur le poids déterminant de la « superstructure » des idées et des croyances imposées par des groupes influents au point d'imposer leur « hégémonie » culturelle (1). Ne faudrait-il pas, aussi, revisiter Pareto, Mosca et Michels puisque cette hégémonie – ou cette gouvernance ou plutôt bonne gouvernance ?- semble devoir revenir à des élites formées d'administrateurs, de juges, d'experts, de sages, de grandes consciences ? (Toutes ces expressions et mots à la mode, parce que légitimateurs et infatués pourraient, d'ailleurs, être enserrés dans des guillemets ironiques).

Nécessaire retour, donc, à Lénine et Gramsci. Et aussi à Platon et à ses philosophes rois qui peuvent même mentir au peuple, voire au monde aveugle de la caverne, si c'est pour leur plus grand bien : par exemple, Paul Wolfowitz, adepte de Platon via Leo Strauss et Albert Wohlstetter, serait fondé à mentir sciemment sur les armes de destruction massive en Irak, puisqu'il s'agit de trouver un biais pour démocratiser, « civiliser », le monde arabe, en commençant par l'Irak. En quoi donc Lénine, avec le triomphe des avant-garde éclairées, et Gramsci, avec la nécessité d'exercer l'hégémonie sur les esprits, seraient-ils présents dans les démocraties en crise, ou les régimes démo-despotiques (2), du 21^{ème} siècle. En quoi nos institutions politiques congédieraient Bodin en réactivant Lénine et Gramsci ?

I- Le retour de Lénine : le triomphe des avant-gardes.

Si l'on prend quelque distance avec le dogme d'une contagion démocratique inéluctable, et si l'on observe les modes de gouvernement avec réalisme, on constate que les grandes orientations qui déterminent la vie quotidienne des hommes sont aujourd'hui souvent données par des petits groupes, se prétendant éclairés, requérant, et obtenant notamment par diverses formes de propagandes, l'adhésion des individus, des « masses », ou des citoyens. Ils agissent ouvertement ou sous couvert. Ils tendent à exercer la souveraineté, en fixant la ligne, en donnant l'impulsion et en contrôlant l'application. On n'épuisera sans doute pas la liste des « avant garde » pacifiques ou belliqueuses actuellement au pouvoir, ou l'influençant, en évoquant, dans un rapprochement et un vrac qui peut choquer, l'islamisme radical et El Qaïda, les divers, néoconservateurs américains proches du président Bush, les créateurs et administrateurs-dirigeants de l'Union Européenne, les ONG se légitimant par la « société civile », les « mouvements de citoyens », voire de fortes personnalités porteuses d'une idée, avec le concours de tel média dominant.

1- *Gramsci dans le texte*, Editions sociales, 1997. Et *Oeuvres Complètes*, Gallimard. Cf. aussi Louis Althusser, « Idéologie et Appareils idéologiques d'Etat » in *Positions*, Editions Sociales, 1976.

2- Voir Bernard Cubertafond, « Modernité du démo-despotisme », *Civitas Europa*, mars-septembre 2002 ; « Le roman de la 5^{ème} République à l'aube du démo-despotisme », *Pouvoirs*, n°104, 2003 ; « Essai sur un despotisme post-moderne : le démo-despotisme », *Annuaire français des relations internationales*, 2004.

A- On ne discutera pas ici sur la vraie nature d'Al Qaïda, base de données, réseau plus ou moins informel, label donné avant ou après leurs actions terroristes à des groupes épars ainsi « franchisés », voire fantôme, faisant office de repoussoir et de bouc émissaire, que les deux ennemis irréductibles face à face ont intérêt à entretenir le plus longtemps possible. Reste que ses dirigeants, et ses adeptes, partout disséminés, se considèrent comme une « avant-garde bénie » devant conduire tous les musulmans, et toute l'humanité, par la persuasion ou par le glaive, dans la, seule, juste et bonne voie voulue par Dieu. Ce sont sans conteste des « révolutionnaires professionnels », ultra minoritaires, clandestins, disciplinés et entraînés aux actions violentes, à l'image de l'avant-garde décrite par Lénine dans *Que Faire ?*. Pour l'instant, leur entreprise a échoué (1) mais le 20^{ème} siècle a connu, avec le communisme et le nazisme, deux immenses puissances mondiales suscitées par de petits groupes ou réseaux, d'abord clandestins, illégaux et pourchassés, puis finissant par imposer, par tous les moyens, leur emprise et leur idéologie : foi obsessionnelle dans une ligne, organisation efficace, entrée en action sans remords, irruptions violentes puis contagion imposée ou consentie.

B- Les Etats-Unis tendent à donner la réplique avec les néo conservateurs, d'abord ultra minoritaires en politique et à l'université, puis montant en puissance dans les années 1990 et irriguant l'administration de George W Bush incontestablement réélu en 2004. Les think-tanks néoconservateurs ne sont plus des lieux de repli pour universitaires marginalisés ; ils donnent le la ; les visions de leurs augures sont traduites dans le monde entier ; les débats politiques s'organisent à partir d'elles. L'Amérique profonde a adhéré à la guerre préventive et au « nation building » d'abord imaginé par d'anciens trotskystes se souvenant d'autres « forces du mal ».

En politique intérieure les élus de Dieu prennent le relais pour repousser d'autres maux : l'incivisme, la drogue, la criminalité, voire le mariage gay. Et les circonstances permettront sans doute au président réélu de nommer à la Cour Suprême des juges en phase avec sa majorité, morale. Pour commenter leurs décisions aura t-on alors encore besoin de raisonnements abscons axés sur une rigoureuse hiérarchie des normes d'où découlerait des résultats logiques, à disséquer avec une savante froideur mathématique ? Ne devra t-on pas plutôt relativiser ce positivisme à allure scientifique et revenir aux fondamentaux du, vrai, gouvernement des hommes: les rapports de forces politiques et économiques, le poids des idéologies, l'irrationnel religieux, la biographie fouillée des grands responsables, leurs peurs, leurs manies et leurs idéaux. Il ne servira alors à rien de requestionner Kelsen, sauf, peut être, pour montrer qu'on en a, contrairement à beaucoup d'autres, la maîtrise. Il sera plus éclairant d'étudier la sociologie et l'idéologie des « born gain », aussi bien trotskystes qu'évangélistes.

1- Gilles Kepel, *Fitna, Guerre au cœur de l'islam*, Paris, Gallimard, 2004, 380 pages.

C- Quant à l'Europe, n'est ce pas une construction oligarchique et un engrenage libéral conçu par quelques hommes insistant toujours sur les plus belles idées auxquelles il est malséant de ne pas adhérer, au moins en surface (1) : l'effort salutaire conduisant à la prospérité, le dépassement des contraires, la paix, la réconciliation, les droits de l'homme, la participation des peuples et la gestion démocratique et conciliatrice du monde. Elle est fondée sur l'idée d'une bonne direction à ne surtout pas manquer (approfondir l'intégration et élargir l'espace de paix et de prospérité européen encore et encore). Les norvégiens n'en ont pas voulu ; ils finiront peut être par comprendre leur erreur. Les danois ont repoussé l'Acte unique ; on leur a donné une deuxième chance, qu'ils ont su saisir. De même pour l'ingrate Irlande, pays qu'on a fait revoter pour le traité de Nice.

Et quant à la prétendue, pour lui donner le maximum d'autorité, « constitution européenne », on maquille son élaboration oligarchique : elle aurait été élaborée dans la transparence, et avec la participation de la société civile, autant dire démocratiquement, par une « convention », le mot devant renvoyer à la fondation de la grande démocratie américaine plutôt qu'à la sanglante révolution française. Dès lors, faudrait-il priver tant d'européens de ce « progrès » au prétexte qu'une nation, fut-elle- ou s'imaginant- « grande », la repousserait par référendum ; ne serait-ce pas se faire l'otage des populistes et des rétrogrades. Quel mauvais exemple donné à nos enfants, quelle dégringolade morale, que ces intempestifs votes réticents ! Le peuple ou les peuples européens doivent donc aller de l'avant dans la bonne direction indiquée par leurs élites éclairées. Voter contre la dernière « avancée », la « constitution européenne », serait une profonde erreur, et même une faute morale, qu'il faudrait peut être trouver les moyens de contourner, en provoquant, après de nouvelles explications, un référendum de la deuxième chance, ou en passant outre le désaccord de « petits pays », voire en renvoyant dans les ténèbres extérieures tel « grand pays » en régression, aveuglé sur ses réels intérêts et ayant le front de voter non. Car on n'a pas à s'encombrer des has been, des ringards, des dinosaures.

L'Europe fut une construction imposée par des sages centristes et démocrates chrétien, en général plutôt atlantistes. Comme les peuples y trouvaient leur compte (réconciliation franco allemande et « trente glorieuses »), les citoyens acceptaient, ou on ne voulait pas trop voir l'activisme supranational de la Cour de justice, martelé lors de son véritable coup d'Etat juridique de 1964 (Arrêt Costa/ Enel affirmant et finissant à la longue par faire admettre par les élus, les juridictions, et dans la « constitution » la primauté du droit communautaire sur le droit national). On feignait de croire à l'impartialité de la Commission, censée servir l'intérêt général communautaire, aussi longtemps qu'on pouvait obtenir des « paquets » et décisions favorables, et que rien d'évidemment négatif n'était imposé par une majorité d'autres Etats, petits ou grands. Mais aujourd'hui, avec la dégradation des modes et niveaux de vie, on s'interroge : serait-on passé de l'Europe de l'expansion, du progrès social à l'Europe de la punition ?

1-Cf « Essai sur un despotisme post moderne : le démo despotisme », précité.

Le discours des instances européennes dominantes (Commission et Banque Centrale Européenne) est en effet le suivant : la récréation est finie sinon c'est le déclin ; il faut suivre l'exemple des pays qui ont déjà réformé leur système social et leur Etat. Ce discours réveille, dans « la vieille Europe » qui, contrairement aux nouveaux entrants, a sans doute, désormais, plus à perdre qu'à gagner, les plus mauvais souvenirs. Les élites imposent donc aux « nantis », « oisifs », « assistés », l'ajustement structurel. Pour la France, c'est un peu, comme après 1936, le « fini de jouer » de 1940 qui plaisait tant (déjà) à la haute administration et à la « synarchie ». L'agenda de Lisbonne, adopté en 2000 lors d'un sommet des chefs d'Etats et de gouvernements, aussi bien socialistes que libéraux, indique qu'il faut prendre toutes les mesures pour faire de l'Europe, en 2010, la zone la plus compétitive du monde. La relance de cette stratégie était à l'ordre du jour du sommet européen de Bruxelles de novembre 2004 (prendre des mesures pour que l'Europe ne perde pas pied face aux Etats-Unis d'Amérique et aux pays émergents). Les citoyens peuvent donc faire un rapprochement entre la question de la ratification de la « constitution » et ce discours récurrent des « élites » sur le déclin et le sursaut nécessaire. Ils savent qu'il s'agit, en fait, notamment, de privatiser les services publics, de réduire le périmètre de l'Etat, de revenir sur les acquis sociaux.

On trouvera sans doute mes propos outrés mais le malaise européen ne réside-t-il pas dans le pouvoir non démocratique, et donc par nature en démocratie, illégitime, des grands responsables. Des administrateurs protégés par leur statut, des intellectuels médiatiques assurés d'accéder aux médias, et de bénéficier de bons tirages, des prétendus sages au faite de leur carrière, tendent à dire « faites comme nous, suivez la bonne voie » à des spectateurs téléspectateurs sceptiques et frustrés, estimant plutôt que leurs enfants auront à vivre dans un monde plus dur, sans retraite assurée, sans services publics accessibles, voire sans moyens suffisants, sauf bien sûr à pouvoir accéder à l'élite médiatique plus ou moins liée à la surclasse libérale, internationale, assise sur le capitalisme financier hégémonique. Fantasme ou réalité ? Ou fantasme tellement fort qu'il en vient à occuper le champ politique : il y a, en Europe, une réalité élitiste et/ou un fantasme-réalité élitiste qui peut conduire à un rejet de la « bonne voie », perçue alors comme douloureuse potion administrée par l'avant-garde des médecins éclairés (qui restent bien à l'abri), pour le salut du malade. Au risque de le tuer ou d'être emporté par sa révolte.

D- D'autres avant-gardes de fait, les organisations non gouvernementales, peuvent partager cette méfiance à l'égard du vote citoyen et de la démocratie représentative et semi directe. Ils y voient surtout des risques populistes, des pulsions rétrogrades, et des promesses démagogiques budgétivores. Ils attribuent à la démocratie classique, et aux élus, toutes les tares. Par opposition, ils parent de toutes les vertus démocratiques les ONG, la « société civile » et ses représentants, ces quant à eux altruistes serviteurs. Jacques Attali pousse la charge et l'autolégitimation aux extrêmes : titrant, le plus sérieusement du monde, « les ONG, rempart contre l'apocalypse », il avance que « les ONG donnent un sens à la démocratie qui n'est souvent sans elles que mascarade d'élections, sans enracinement durable dans le peuple » (2). Pourquoi donc courir le risque de l'élection si l'on peut s'auto instituer grande conscience, médiateur, interprète légitime de la pure, désintéressée, dynamique, branchée sur l'avenir, « société civile » ?

1- *Le Monde* du 11 septembre 2004.

Ces actions avant gardistes ne sont-elles pas, d'ailleurs, nous dit-on pour les justifier, certes peut être en avance sur la pensée commune mais en phase avec les lois et modes de gouvernement et de vie qu'exige une société du 21^{ème} siècle, résolument émancipatrice et moderne. Dès lors elles ne seront jugées, éventuellement, illégales, que si l'on utilise des critères juridiques et politiques classiques, dénigrés en « critères du passé ». C'est ainsi que la Gay pride a justifié ces actions de commandos. C'est ainsi que l'on tend à justifier la désobéissance civile, hier des femmes proclamant qu'elles avaient violé la loi en avortant (manifeste des 343 ; 1971), aujourd'hui d'écologistes détruisant, de préférence devant les caméras convoquées, du maïs transgénique, ou procédant, dans leur mairie, à un mariage entre homosexuels. Il s'agirait de faire progresser la société, sans doute contre la majorité de citoyens et des représentants puisqu'avec eux rien n'avance tant ils sont passésistes et peureux. D'ailleurs, l'Europe indique, quant à elle, une fois de plus, la bonne direction : le gouvernement Zapparetto donne le bon exemple en légalisant ce type d'union, et la Cour européenne des droits de l'homme finira bien, croit-on fermement du côté des avant-gardes, par imposer les formes « modernes » de mariage et de filiation.

Progression générale par coups de force minoritaires puis adhésion et contagion nationale et internationale ; des juristes très sérieux, voire certains textes constitutionnels n'admettent ils pas déjà, en matière de droits fondamentaux, le droit comparé comme source de création(1). Ce qui, a propos du mariage homosexuel, donne bon espoir à Noël Mamere, qui a procédé à un « mariage » de ce type dans sa mairie de Bègles: « ...le débat prendra l'ampleur qu'il mérite puisque les juges de la Cour européenne seront conduits à tenir compte de l'état du droit dans d'autres pays de l'Union comme la Belgique, le Danemark, la Suède et l'Espagne » (2). Coup de force, « avancée », effet de contagion, idées devenant dominantes, sidération et dénigrement des réfractaires, emprise finale sur les consciences, les comportements et le droit, hégémonie ?

E- Selon le nouvel imaginaire politique, les Ong ne seraient donc pas seules à prendre ainsi en compte des réalités et des aspirations négligées par les élus et par la démocratie représentative, et à les imposer dans l'agenda politique, dont les gouvernements perdent donc la maîtrise. Elles travaillent le champ social de concert avec des grandes consciences, sortes de ministres de l'indignation et de la dénonciation et de porte paroles des groupes « victimes » et des causes « mal traitées ». Ainsi José Bové, capable de populariser plusieurs types de mobilisations, toujours se justifiant par une légalité à naître, enfin juste et préservatrice de la vie. Ou encore, dans un registre plus policé et plus parisien, Richard Descoings, qui fait changer la loi pour introduire à Sciences po Paris qu'il dirige une voie d'accès spécifique réservée aux élèves provenant de quartiers défavorisés choisis assez discrétionnairement. Poids déterminant, donc, de personnalités d'avant-garde : José Bové incarne une autre agriculture et popularise le développement durable ; Richard Descoings relance le débat sur les discriminations positives alors que le modèle républicain s'essouffle.

1- cf la communication de Marie Claire Ponthoreau lors de la table ronde de l'association internationale de droit constitutionnel, « Interprétation constitutionnelle, en hommage à Louis Favoreu », Université Montesquieu, Bordeaux IV, 15 Octobre 2004).

2- 5 juin 2004.

On dira qu'il n'y a là rien de nouveau, qu'il y a toujours eu (depuis Jeanne d'Arc ?), des personnalités charismatiques, influant sur le cours des choses. Voire, à la suite de Robert Michels, qu'il faut se plier à « la loi d'airain de l'oligarchie » fondée sur la spécialisation des tâches et sur la passivité des masses. Sans doute, mais dans des temps démocratiques, et hors état d'exception, la détermination des politiques devrait revenir aux élus. Or les citoyens voient bien que de telles personnalités, devenues emblématiques, ont plus d'influence politique que leur député ou que tel ministre interchangeable. Les gouvernants suivent d'ailleurs ce mouvement pourtant destructeur de leurs bases : ils confient désormais tel rapport à telle personnalité médiatique, ou à telle vedette : Carole Bouquet, en effet popularisera mieux la lutte contre le tourisme sexuel que tel parlementaire en mission ou tel haut fonctionnaire mandaté. Les gouvernants pourtant théoriquement légitimés par l'élection cherchent la notoriété – et la vraie légitimité d'aujourd'hui, médiatique et donc volatile et sans mesure incontestable? – auprès des vedettes d'un show biz devenu politico-médiatique. Réciproque cooptation des élites.

II- L'actualité de Gramsci : la quête d'hégémonie.

A- Marxisme évacué, ou discrédité, mais présence de Lénine. Et actualité de Gramsci ? Il a, en effet, fait évoluer la vulgate marxiste en mettant l'accent sur la superstructure de la société (le politique, le culturel, le religieux, le droit). Cette superstructure pourrait être, plutôt qu'un reflet purement mécanique de l'infrastructure (les modes et rapports de production), un élément relativement autonome, à travailler, modeler. En investissant la superstructure, des « intellectuels organiques » exerceront sur la « société civile » une « hégémonie ». En tenant les lieux du pouvoir idéologique (églises, écoles, réseaux de penseurs, médias), ils pourront créer et maintenir du consensus, gagner les esprits à leur vision du monde.

Certes, aujourd'hui, ce ne sont plus les « appareils idéologiques d'Etat » popularisés ensuite par Althusser et les « intellectuels organiques » qui peuvent exercer l'hégémonie : les enseignants sont décrédibilisés, les églises traditionnelles ont moins d'influence, les médias d'Etat font plutôt sourire. Mais d'autres appareils idéologiques, et d'autres intellectuels organiques sont efficacement à l'œuvre. On pense évidemment à certains réseaux clandestins créateurs d'événements militaro-médiatiques destinés à afficher et diffuser une weltanschauung et à imposer des politiques ou des réactions politiques. Mais aussi, toujours dans le registre politico-religieux, à l'emprise des églises évangéliques, d'ailleurs souvent plutôt axées sur l'Ancien Testament, animées par des pasteurs charismatiques appliquant avec grand succès les recettes de la libre entreprise aux Etats-Unis, en Amérique latine et en Afrique noire. Et évidemment aux télévisions commerciales liées à des intérêts privés et au service d'une idéologie, religieuse ou non, qui occupent chaque jour, plusieurs heures par jour, avec leurs présentateurs vedette, leurs experts maison, leurs leaders d'opinion et leurs objets d'identification, les yeux, l'esprit, l'univers des individus, dès le plus jeune âge.

Addiction, modelage, quête d'hégémonie, cette fois-ci en dehors de tout fondement marxiste et avec des moyens de communication au summum de l'ingéniosité et de l'efficacité : conditionner les consciences; imposer, avant tout débat démocratique et tout vote, un cadre, une vision du monde, un ensemble d'idées et de valeurs destiné à modeler les comportements, les lois, les décisions gouvernementales et à réduire à peu la marge de choix. Et rencontre de Lénine et de Gramsci, il est vrai ici un peu révisés(déformés ?) : des « élites », des avant-gardes, des groupes minoritaires «éclairés », agissant hors du champ politique traditionnel et utilisant les moyens modernes de communication, en viennent à occuper les consciences, à imposer une manière d'être. Ils tendent à l'hégémonie notamment en provoquant des coups médiatiques, en cherchant l'emprise médiatique et en pratiquant une stigmatisation insidieuse des weltanschauung opposées.

Il s'agit d'abord, par un coup médiatique, de frapper les esprits, d'accaparer l'opinion, de proposer une vision du monde à effet contagieux, de provoquer un débat qui deviendra central, obsédant, et de modifier les agendas politiques nationaux et internationaux. La destruction des tours jumelles, le 11 septembre 2001, quasiment en direct télévisé, diffusée et rediffusée en boucle avec tous les événements subséquents - les nombreuses victimes, la revendication par un chef mis et remis en scène pour évoquer l'âge d'or des premiers temps purs et conquérants de l'islam, la douleur et les répliques de l'Amérique amputée - en constitue l'exemple parfait. Cette histoire tend à accaparer toute l'Histoire. A partir de cet événement inouï, provoqué, et comme maîtrisé par quelques démiurges grands communicateurs, elle change de cour. Destructeur et refondateur, le 11 septembre a fait, en quelque sorte, coup double : Ben Laden et compagnie exposent leur vision guerrière et théocratique du monde puis, en retour, Georges W Bush avance la sienne, également guerrière et théocratique. Et nous voilà sommés de prendre position par rapport à la « guerre mondiale contre le terrorisme » que le chef de guerre du monde libre et des valeurs démocratiques a réussi à imposer comme credo et mode d'être. Deux avant-gardes veulent nous conduire sur leur voie de salut, individuel et collectif. La ligne tracée par chaque camp est manichéenne. Et exclusive. Elle se nourrit de peurs et de fantasmes soigneusement entretenus des deux côtés mais peu importe puisqu'on a quitté le doute rationnel pour la foi qui sauve. Hégémonie du 11 septembre puis recherche concurrentielle, « mimétique » (René Girard) d'hégémonie via ses conséquences recherchées.

D'autres événements, de moindre ampleur, provoqués et mis en scène par des minorités éclairées, cherchent aussi à créer un effet de sidération, d'accaparement des esprits. Ainsi, par exemple, pour la plupart déjà évoquées, les actions de la Gay pride, les mises en scène ou actions violentes pro puis anti avortement, les destructions par José Bové dans un restaurant Mac Donald puis dans des champs de maïs transgénique, ou encore le « mariage homosexuel » célébré par Noël Mamere. Autant d'actions de petits commandos, illégales, spectaculaires et conçues pour avoir le maximum d'effet médiatique. Des minorités éclairées, se disant en avance sur la société et les représentants élus stigmatisés comme attardés et peureux, créent un événement- spectacle destiné à envahir, un temps, les médias, convoqués et/ ou complices. Le « coup » médiatique est préparé avec certains d'entre eux et avec des journalistes engagés, se voulant porte paroles accomplissant la mission de représentation selon eux abandonnée par les élus défaillants ; le jour et l'heure sont choisis pour avoir la meilleure, et plus durable, couverture médiatique.

La cause peut être mineure mais le débat subséquent est orienté vers des perspectives eschatologiques, pour le rendre fondamental : l'érosion des valeurs humaines, la fin de

l'homme, la destruction de la planète, les droits fondamentaux, la nouvelle condition humaine. Les débats entre élus apparaissent donc boutiquiers, terre à terre, sans perspective, quand les coups d'éclats de quelques groupes éclairés, s'imposant comme précurseurs, raniment les grands mots, les rêves et les peurs.

B- Pour ainsi ranimer, ré enchanter, le débat politique, et proposer - imposer ?- sa vision du monde, chaque camp doit trouver des relais médiatiques, l'idéal étant que la weltanschauung portée par son instrument de propagande, devienne, dans un camp, hégémonique. Evidemment, l'idée même de propagande sera récusée. Ainsi, à propos de sa télévision Fox News et de ses positions pro Bush lors des présidentielles de 2004, son propriétaire, Richard Murdoch a affirmé sans rire : « nous n'avons pas pris la moindre position(...) Nous sommes une entreprise juste et équilibrée ». La chaîne du groupe News Corp. de Richard Murdoch a pourtant joué un rôle considérable et controversé lors de ces présidentielles après avoir pris des positions très anti « vieille Europe » lors de la seconde guerre d'Irak. Devenue la plus populaire aux Etats-Unis, elle se veut la chaîne de l'Amérique profonde, chrétienne et bien pensante en lutte contre les « élites arrogantes, gauchistes et athées ». C'est devenu, en fait, la chaîne républicaine. Elle a, au moyen de propos rapides, définitifs, sans emphase, mais toujours légitimés par des « experts » évitant tout jargon, martelé des alliances de mots (armes de destruction massive- Irak- terrorisme- Ben Laden- 11 septembre) produisant dans les consciences, au-delà des mensonges sur les faits, un effet de vérité. La première guerre du golfe avait été marquée par l'hégémonie de CNN. Pour contrebalancer cette hégémonie ont été créées Al Jazira, qui peut être, mais pas exclusivement, un canal utilisé par Ben Laden, Al Arabia, ou encore LBC. Comme CNN et Fox news, ces chaînes sont attrayantes, leurs programmes sont conçus par des professionnels compétents, et elles organisent des débats sur des sujets internationaux et de société. On est donc, à mille lieux des vieilles propagandes criarde et ridicules, dans un cadre attractif apparaissant ouvert et fiable.

Dans une moindre mesure, en France, la chaîne Canal Plus, créée en 1984 et exerçant son influence maximale dans les années 90, a contribué à implanter sinon une idéologie du moins un ensemble d'idées permissives, de préjugés droits de l'homme et d'a priori anti élus et anti gouvernants. Son émission phare « Nulle part ailleurs » et son rendez vous satirico-politique culte, quant à lui toujours en action, « Les Guignols de l'info », ont contribué à décrédibiliser auprès des plus jeunes le jeu politique républicain. Elles ont fortement participé à la légitimation d'un nouveau jeu politique relativisant le fondement de la démocratie, l'élection et survalorisant les campagnes d'opinion médiatiques animées par des vedettes renforçant leur audience en jouant la bien pensance, les bonnes oeuvres légitimatrices et l'indignation. Forte influence sinon, vraiment, hégémonie : tel scénariste des « Guignols de l'info » s'est peut être vanté en disant avoir, en 1995, fait élire Jacques Chirac et tomber Edouard Balladur. Reste que, pour beaucoup d'étudiants en droit constitutionnel, première année, la parole de Canal continue à prévaloir sur celle du professeur.

C- Caricatures ? On répliquera, en effet, qu'ainsi les médias modernes animent le débat politique, qu'ils font vivre la démocratie. Qu'ils contribuent à la moderniser. Mais, en fait, il ne s'agit plus d'aider au choix de telle option politique au sein d'une conception du monde commune. Il s'agit de faire triompher sa propre weltanschauung, par nature exclusive, en stigmatisant toute autre conception de la vie : la mienne est bonne, et juste, et vraie. Vous êtes dans l'erreur et la faute. Suivez-moi, de gré ou de force, puisque j'ai la juste voie pour ici bas, voire, pour l'au-delà, les clés du salut.

Par le manichéisme et la ringardisation toute pensée opposée est délégitimée, ridiculisée. S'opposer à la doxa, à la pensée unique ainsi insufflée se paie par la stigmatisation et la mise au ban médiatique. La liberté de parole est donc inhibée. Critiquer, en Europe, la politique des néo conservateurs américains, c'est être anti américain, donc hors de la modernité et du sens de l'histoire, enfermé, franchouillard, sans doute, au fond, raciste. Critiquer l'occupation israélienne, vouloir l'application stricte de la résolution 242 du Conseil de sécurité peut vous faire traiter d'antisémite. Citons , en vrac, et sans être exhaustifs, d'autres propos aujourd'hui stigmatisés Ainsi, s'affirmer marxiste, keynésien, chrétien intégriste ; refuser le secours des psychologues en cas de catastrophe dans sa proximité, et préférer le secours de sa famille et/ou de ses prêtres ; dire qu'il y a des confits fondamentaux de religion et de culture, chacune, forte de sa vérité, cherchant à étendre son emprise jusqu'à, si possible, et éventuellement par des moyens violents, dominer le monde ; rappeler le caractère guerrier de certains textes sacrés ; moquer les naïvetés, les hypocrisies et les arrière pensées hégémoniques de la « transitologie » et avancer que la démocratisation est un parcours long et complexe, qu'il suppose des conditions, des régressions, des étapes, des parcours atypiques ; et ainsi de suite...

Dans un temps où l'anathème et le maniement de l'indignation morale tendent à supplanter l'analyse de fond on est vite excommunié par les grandes consciences. On risque l'exclusion pour ringardise, étroitesse d'esprit, manque de générosité, absence de compassion, fermeture et arrogance franchouillardes. On est sommé, en effet, d'être moderne, pacifique, européen, universel et bon. Proclamez vous tel, on vous croira. Soulevez le doute, on vous fera taire. Le débat européen tourne souvent autour de ces impératifs moraux : critiquer l'élargissement sans limite, c'est manquer de générosité ; faire des objections sur l'entrée de la Turquie, c'est refuser une occasion unique de faire progresser toute l'humanité ; voter non à la « constitution » c'est insulter l'avenir, montrer son égoïsme Et, en 2000, refuser la réduction du mandat présidentiel à 5 ans était rétrograde. Dans un monde où il faut absolument aller de l'avant, être « moderne », pourquoi débattre : la voie du bel avenir est fixée.

Montent donc trop vite les appréciations délégitimatrices, toujours fondées sur la bonne morale moderne (affirmation des droits individuels et communautaires, amour de la nature et des animaux, égale dignité et libre choix des « genres », paix et non guerre entre les peuples, auto affirmation justificatrice à priori de son anti racisme, de son intégration heureuse dans la modernité informatique, universelle et cosmopolite. Dangereux manichéisme : l'opposant sort du cadre moderne et moral. Attardé et/ ou pêcheur, il est coupable. Alors que la démocratie est axée sur le compromis après l'affrontement électoral, les stigmatisations théocratisent la politique en discréditant la réconciliation. Elles constituent une extrême violence pour le citoyen réfractaire à la pensée dominante à qui ne reste plus que l'intégration rétive, lourde de frustrations et de dissimulations, ou l'exclusion annonciatrice d'autres violences.

La quête d'hégémonie conduit donc aujourd'hui à la stigmatisation, à l'exclusion et au refoulement. Violenté par d'incessantes leçons de conduite, de fait interdit d'expression, moqué, vilipendé, à tout le moins non écouté, l'électeur se venge en fuyant les élites sermonneuses des partis centristes conformistes (tous, forcément, pour de nouvelles « avancées », sur la certes difficile et compliquée mais au fond gentille et bénéfique Europe, sur le droit de la famille, toujours démodé, ou encore sur l'ouverture par la libéralisation de l'économie). En s'abstenant et en votant pour les extrêmes, en France en zappant les gouvernants en place, de droite et de gauche, ils réagissent contre leurs montreurs de conduite, directeurs de conscience. Ceux-ci, en retour, les engueulent, les exècrent : « imbéciles qui n'avez pas voté pour moi, qui avez dispersé vos voix ». Ah, si l'on pouvait dissoudre ce

méchamment pour lequel on s'épuise mais qui ne veut rien comprendre ! On retourne donc à l'essence même du léninisme : l'avant-garde éclairée, aujourd'hui « moderne » et « morale », doit conduire les masses dans la bonne voie, au besoin malgré elles. Elles doivent adhérer. Reste qu'heureusement, aujourd'hui, on ne peut plus liquider les rétifs.

Conclusion :

L'intention de ce court essai était double. D'une part développer la thèse, abordée en 1999, dans *La Création du droit* (1), de l'émergence, inquiétante pour la démocratie, d'un léninisme médiatico gramscien. Les premières années du troisième millénaire ne confirment, n'illustrent-elles pas cette idée ? On soupèse bien les risques que la construction européenne et le régionalisme peuvent faire courir à la démocratie. On peut donc les encadrer et leur opposer parades et contrepoids. En revanche, comment encadrer et opposer des contre-pouvoirs à des avant-gardes s'imposant, avec l'appui des médias, convaincus et/ou suivistes, au nom de la Morale et du Progrès ? Au Bien brandi par les nouveaux justes (auto proclamés), peut-on opposer le droit républicain des représentants si ceux-ci sont présentés comme « périmés », voire « corrompus » ?

D'autre part, on a tenté de montrer le caractère encore aujourd'hui très opérationnel et très éclairant de l'histoire des idées politiques. Et donc qu'il ne faut pas l'abandonner ou la reléguer au moment où l'on imagine des cursus juridico-politiques d'avenir : Lénine, Gramsci et quelques autres vivaient d'autres événements mais ils nous font comprendre les évolutions institutionnelles contemporaines.

Mais parler ainsi du gouvernement des hommes, est-ce encore faire du droit, n'est-ce pas faire autre chose, de la sociologie, de l'histoire, du bla bla pseudo savant, du commentaire politique ? Certes, au sens kelsenien du terme, nos propos sont hors sujet parce qu'« impurs ». Pourtant, l'expérience concrète que l'on a pu avoir du droit dans la « vraie vie » des affaires ou de l'administration (trois ans dans une banque et trois ans dans une ambassade) autorise sans doute à dire que le droit pratiqué est souvent d'abord une stratégie, une politique, en quête d'instruments divers, dont les instruments juridiques au sens strict, ainsi subordonnés : le droit de la vraie vie (le « vrai droit » ?) est impur ; il est fondé autant sur le principe de causalité que sur le principe d'imputation. Qui discerne le jeu des causes s'approche des bonnes solutions.

En France, le juriste, parce confiné à son domaine étroit et « pur », fait de la mathématique juridique absconse et hors réalité et donne des solutions hypothétiques, de l'information sur les précédents judiciaires et sur le droit comparé au stratège généraliste qui, en fonction de ces données juridiques mais aussi de bien d'autres, décide. Ailleurs, et souvent dans les pays anglo saxons, le juriste peut être ce stratège, qui choisit une option, en fonction de multiples contingences, dont certaines, secondaires, de pure technique juridique. Faut-il être un savant obscur et débranché du réel et un technicien subordonné, à la française, ou un juriste stratège -décideur nourri de multiples données impures(la stratégie des autres joueurs, leurs alliances, les cultures, les idéologies, les pressions économiques, etc...), à l'américaine ?

1- Bernard Cubertafond, *La Création du droit*, Ellipses, 1999, 125 pages, p 69 à 75.

De plus, pourquoi laisser sociologues, historiens et philosophes accaparer le débat politique et se taire, au nom du droit pur dès qu'il s'agit de prendre parti sur des questions pourtant hautement juridiques comme l'évolution européenne, le droit de la famille, les nouveaux droits ? Dans de tels débats publics, et s'il est invité à intervenir, ce qui d'ailleurs devient de plus en plus rare, le juriste doit -il rester dans son coin, s'interdire toute prise de position déterminée par ses valeurs et toute réflexion hors de son strict champ technique, un peu comme un plombier aux ordres présentant des options pour l'aménagement de la salle de bains ou l'installateur télé attendant silencieusement qu'on lui dise quel bouquet de chaînes installer. A quoi servent donc notre formation, et nos travaux, en histoire, sciences politiques, sociologie, philosophie politique ? Pour participer aux débats publics sur des problèmes qui sont en fait juridiques devons-nous, comme nous commençons à le faire, nous annoncer philosophes, sociologues, historiens, politologues, et surtout pas professeurs de droit. Devons nous continuer à nous taire, au nom du droit pur, quand des « philosophes » (puisque la mode est à la philosophie), disent, dans notre champ, très large puisqu'il contient tous les problèmes des rapports sociaux et de l'organisation gouvernementale, peut être, selon nous, n'importe quoi ? Le droit pur nous condamne à un rôle technique d'appoint et/ou à de brillantes théorisations abstraites dans d'étroits cénacles. A force d'être pur, on finit out.

Bernard Cubertafond, professeur des universités à Paris 8.

Sommaire :

Introduction : un élément fondamental du malaise dans la souveraineté

1-Le retour de Lénine : le triomphe des avant gardes

- A- Al Qaida
- B- les cercles néo conservateurs
- C- L'Europe des élites
- D- Les ONG
- E- Les montreurs de conduite

2-L'actualité de Gramsci : la quête d'hégémonie

- A- L'hégémonie
- B- la sophistication des propagandes
- C- la délégitimation des oppositions

Conclusion :

- **La nécessité de l'histoire des idées politiques**
- **La nécessité du droit « impur ».**